Afrique centrale et orientale : Des pouvoirs usés mais rusés

The Conversation,Â 7 octobre 2017 En Afrique centrale et orientale, leÂ sacre des Â«Â dÃ©mocraties puissantes etÂ durablesÂ Â» Par AndrÃ© Guichaoua Professeur des universitÃ©s, UniversitÃ© Paris 1 PanthÃ©on-Sorbonne Les rÃ©gim bÃ¢tis sur les ruines de guerres civiles en Angola, au Burundi, au Congo, en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), en Ouganda et au Rwanda, ont reposÃ© sur des forces politico-militaires. Hormis au Kenya, en Tanzanie et en Zambie, oÃ¹ le multipartisme a Ã©tÃ© rÃ©tabli au dÃ©but des annÃ©esÂ 1990 et a perdurÃ© malgrÃ© des Ã©lections entachÃ©es de violences,Â partout les espÃ©rances dÃ©mocratiques ont Ã©tÃ© trahies ou manipulÃ©es.

Entre juin 2015 et aoÃ»t 2017, la rÃ©gion a ainsi connu un enchaÃ®nement ininterrompu dâ€™Ã©lections gÃ©nÃ©rales. Les scrutins du Burundi en 2015 et de la RDC, initialement prÃ©vu en 2016, Ã©taient les plus redoutÃ©s. Les prÃ©sidents sortants voulaient se maintenir au pouvoir au-delÃ de leur deuxiÃ¨me mandat. Au Congo, en Ouganda et au Kenya, les risques dâ€™affrontements Ã©taient tangibles. Ces rÃ©gimes Ã©taient datÃ©s, voire gagnÃ©s par lâ€™usure. Parmi lesÂ new leadersrÃ©volutionnaires ou progressistes, lâ€™Angolais (JosÃ© Eduardo Dos Santos), le Congolais (Denis Sassou Nâ€™Gue et lâ€™Ougandais (Yoweri Museveni) avaient plus de 70Â ans, rÃ©gnÃ© trente ans ou plus et Ã©taient candidats Ã de nouveau mandats. Quant aux prÃ©sidents rwandais (Paul KagamÃ©), congolais (RDC, Joseph Kabila) et burundais (Pierre Nkurunziza), aprÃ¨s avoir exercÃ© respectivement le pouvoir pendant 21, 14 et 10Â ans,Â ils modifiaient leur Constitution pour briguer un troisiÃ¨me mandat. Des pouvoirs usÃ©s mais rusÃ©s MalgrÃ© la conjoncture rÃ©gionale dÃ©primÃ©e et le scepticisme contagieux des Ã©lecteurs,Â ces rites de consÃ©cration Â«Â dÃ©mocratiqueÂ Â»Â se sont, au cours des deux derniÃ¨res dÃ©cennies, imposÃ©s comme des Ã©vÃ©nements incontournables, y compris dans les pays les plus autoritaires oÃ¹ tout est connu Ã lâ€™avanceÂ : les partis en lice, les candidats autorisÃ©s, voire mÃªme les rÃ©sultats. Aussi illusoire soit la mise en scÃ¨ne de ces rituels constitue nÃ©anmoins un exercice risquÃ© pour les dÃ©tenteurs du pouvoir. Ils se doivent de maÃ®triser les rÃ¨gles de lâ€™art pour sâ€™assurer un contrÃ´le maximal de leurs propres institutions, et faire spectacle de lâ€™attachement des populations Ã ses dirigeants. Câ€™est pourquoi le rÃ©sultat de la compÃ©tition â€“ entre le perfectionne manipulations Ã©lectorales et les innombrables formes de contournements que peut inventer lâ€™expression dÃ©mocratique â nâ€™estÂ jamais totalement assurÃ©. Ainsi, de Kinshasa Ã Kampala en passant par Brazzaville, Luanda et Bujumbura, des contestataires courageux, bÃ©nÃ©ficiant gÃ©nÃ©ralement de la bienveillance et parfois du soutien actif de la population, ont organisÃ© de nombreuses mobilisations. Elles exprimaient lâ€™exaspÃ©ration et les attentes dâ€™une gÃ©nÃ©ration dÃ©nor rÃ©gimes accrochÃ©s au pouvoir et dont lâ€™autoritarisme sâ€™accroissait proportionnellement aux dÃ©sillusions engendrÃ© Ã ces aspirations au changement, les forces au pouvoir ont gÃ©nÃ©ralement fait preuve dâ€™une grande capacitÃ© de rÃ©sis et dâ€™adaptation. Partout elles lâ€™ont emportÃ©,Â sauf Ã ce jour au KenyaÂ oÃ¹ un second vote doit se tenir le 26Â octobr lâ€™annulation-surprise du scrutin par la Cour suprÃªme. En RDC, les manÅ“uvres dilatoires de Joseph Kabila visant Ã bloque la tenue des Ã©lections lui permettent toujours de se maintenir au pouvoir. En Angola, lâ€™Ã©lection dâ€™un proche du prÃ©s sortant, JosÃ© Eduardo Dos Santos, qui malade sâ€™est finalement retirÃ© de la course aprÃ¨s avoir verrouillÃ© sa succession prÃ©serve lâ€™emprise de son clan. Au pouvoir jusquâ€™en 2031, ou 2034 Cette sÃ©rie de rendez-vous Ã©lectoraux en Afri centrale et orientale avait mal commencÃ©, avec le coup de force, en avril 2015, du Â«Â troisiÃ¨me mandatÂ Â» prÃ©sidentielÂ au Burundi, pays meurtri par 10Â ans de guerre civile mais devenu une rÃ©fÃ©rence rÃ©gionale de transition pacifique.Â Trois mois de manÅ“uvres et de rÃ©pression brutaleÂ furent nÃ©cessaires au candidat sortant pour parvenir Ã ses fins. RÃ©sultat, le pays est retombÃ©Â dans les affres de la guerre civileÂ et sâ€™enfonce plus encore Ã la derniÃ¨re place de pays les plus pauvres de la planÃ¨te. DiscrÃ©ditÃ© par la gestion violente de la crise dÃ©clenchÃ©e par un prÃ©sident encore inexpÃ©rimentÃ©, le Burundi obligeait alors les prÃ©sidents sortants de la rÃ©gion â€“ tous rÃ©cidivistes patentÃ©s â€“ Ã faire grand professionnalisme. En fÃ©vrier 2016, la reconduction en Ouganda de Yoweri Museveni pour un cinquiÃ¨me mandat sâ€™est opÃ©rÃ©e sans vrai dÃ©bordement. En mars, dans un contexte national plus tendu, le prÃ©sident congolais Denis Sa Nguesso inaugurait le premier des trois mandats supplÃ©mentaires que la nouvelle Constitution venait de lui accorder. Elle lui ouvre les portes du pouvoir jusquâ€™en 2031, Ã lâ€™approche de ses 90Â ansâ€¦ Le Rwanda fait mieuxÂ : la nouvelle Constitution, modifiÃ©e par rÃ©fÃ©rendum en 2015, permet au prÃ©sidentÂ Paul Kagame de rester au pouvoir jusquâ€™en 20 Lâ€™opÃ©ration, rondement menÃ©e, nâ€™a laissÃ© aucune place au suspens. La rÃ©forme constitutionnelle a Ã©tÃ© appro 98Â % des Ã©lecteurs, reprÃ©sentant eux-mÃªmes plus de 98Â % des inscrits. On retrouve lÃ lâ€™efficacitÃ© de lâ€™ingÃ© qui a prÃ©sidÃ© Ã la reconstruction du Rwanda post-gÃ©nocide sous lâ€™autoritÃ© du Front patriotique rwandais (FPR)Â : pa uniqueÂ de facto, justice sÃ©lective, rÃ©Ã©criture de lâ€™histoire, rÃ©conciliation forcÃ©e, soumission totale des citoyens Ã u encadrement de proximitÃ© omniprÃ©sent, relayÃ© par une sÃ©rie de structures verticales en charge de leur Â«Â sensibilisationÂ Â». Le prÃ©sident Kagame avait lui-mÃªme annoncÃ© quâ€™il serait rÃ©Ã©lu avec un score similaire Ã c rÃ©fÃ©rendum, le rÃ©sultat dÃ©passa son pronosticÂ ! Au total, donc, en lâ€™attente des Ã©chÃ©ances Ã venir au Kenya et tous les candidats autoproclamÃ©s sortis vainqueurs des Ã©preuves Ã©lectorales peuvent se targuer dâ€™une lÃ©gitimitÃ© populaire Ã©crasante, voire dâ€™un plÃ©biscite. Le rÃ¨gne du chacun pour soi Au-delÃ des motivations prosaÃ¯ques liÃ©es leurs fonctions â€“ biens, protection de leurs proches, impunitÃ© judiciaire â€“ leur ancienneté mÃªme, et celle de leurs pairs d rÃ©gion, impliquait, Ã leurs yeux, leur maintien. Leurs relations, alliances et oppositions se sont dessinÃ©es dans un passÃ© commun marquÃ© par des guerres civiles et des confrontations rÃ©gionales dâ€™une violence extrÃªme. En consÃ©quence, lâ€™instabilitÃ© structurelle qui prÃ©vaut de lâ€™est Ã lâ€™ouest de cette Afrique Â«Â mÃ©dianeÂ Â» se nourrit de lâ€™inca des Ã‰tats Ã formaliser les cadres de politiques de coopÃ©ration et dâ€™intÃ©gration rÃ©gionale mutuellement avantageuses cadres formels permettraient pourtant de mettre en valeur de faÃ§on Ã©quitable les ressources humaines, les potentialitÃ©s agricoles, miniÃ¨res et autres de lâ€™ensemble de la rÃ©gion. En 2013, les brigades dâ€™intervention africaines rattachÃ©es Mission de maintien de la paix en RDC furent mandatÃ©es pour procÃ©der Ã la neutralisation des principaux groupes miliciens de lâ€™est du pays. Elles ciblaient notamment le M23, un mouvement soutenu par le Rwanda et lâ€™Ouganda comm les informations transmises par la suite Ã la Cour pÃ©nale internationale (CPI) le dÃ©montreraient. Avec le retour Ã une situation de guerre de basse intensitÃ©, on assiste Ã une cogestion rÃ©gulÃ©e de lâ€™instabilitÃ©. Lâ€™exploitation des res

naturelles alimente de fructueux Ã©changes transfrontaliers pilotÃ©s au plus haut niveau des Ã‰tats. Ces activitÃ©s lucratives pour les Ã©lites au pouvoir permettent aux pays de la sous-rÃ©gion dâ€™exporter des biens quâ€™ils ne produisent pas et ass la vitalitÃ© rÃ©gionale et internationale des divers corridors vers les cÃ´tes de lâ€™OcÃ©an indien. Des pays occidentaux privÃ de levier Cette instabilitÃ© est, paradoxalement, sÃ©curisÃ©e par dâ€™importantes forces de maintien de la paix, confrontÃ©e de nombreux groupes armÃ©s, politiques et mafieux qui contrÃ´lent de vastes espaces de non-droit. Alors quâ€™Ã chaque Ã©tape de valorisation des richesses, la redistribution des dividendes relÃ¨ve pour lâ€™essentiel dâ€™intÃ©rÃªts privÃ©s, on c mieux pourquoi chacun des chefs dâ€™Ã‰tat estime Ãªtre le mieux placÃ© pour assurer la dÃ©fense des intÃ©rÃªts nationaux personnels et plus largement ceux des groupes politico-ethniques quâ€™il reprÃ©sente. Tout cela justifie en partie la grande prudence et la retenue des trois ex-puissances tutÃ©laires â€“ les Ã‰tats-Unis, la France et la Belgique â€“ qui se portaient traditionnellement garantes de la stabilitÃ© rÃ©gionale en sâ€™impliquant fortement dans le suivi des processus Ã©lectoraux. I sont dÃ©sormais confrontÃ©s Ã un environnement politique trÃ¨s ouvert et Ã une vive compÃ©tition Ã©conomique avec de puissants groupes dâ€™investisseurs chinois, indiens, arabes, sud-africains. Leur rÃ©serve est partagÃ©e par les organisations financiÃ¨res et des bailleurs de fonds internationaux, dont les apports ne pÃ¨sent plus quâ€™Ã la marge. Toutes ces nations disposent de richesses miniÃ¨res considÃ©rables et se sont dotÃ©es dâ€™un potentiel militaire important. De fait, les pression des pays occidentaux qui ont prÃ©cÃ©dÃ© et accompagnÃ© lâ€™organisation des scrutins Ã risques nâ€™ont pas eu dâ€™a dâ€™Ãªtre dÃ©noncÃ©es comme autant de tentatives dâ€™ingÃ©rence. Les vellÃ©itÃ©s de conditionnalitÃ© politique de la pa Â«Â communautÃ© internationaleÂ Â», notamment lorsquâ€™elles sont motivÃ©es par des prÃ©occupations dÃ©mocratiques, vouÃ©es Ã lâ€™Ã©chec mÃªme vis-Ã -vis des Â«Â petitsÂ Â» pays. MÃªme constat sâ€™agissant desÂ organisations rÃ©gio Toutes les dÃ©marches de mÃ©diation â€“ concertÃ©es ou concurrentes â€“ lors du suivi des scrutins et des crises engendrÃ© abouti Ã une reconnaissance des situations de fait au nom du respect de la souverainetÃ© des Ã‰tats. Le Â«Â rÃ©alismeÂ Â» lâ€™Union africaine Une illustration symbolique de ce rÃ©alisme en a Ã©tÃ© donnÃ©e par le sommet des chefs dâ€™Ã‰tat d africaine rÃ©uni Ã Addis Abeba, leÂ 3Â juillet dernier. Ils nâ€™ont pas hÃ©sitÃ© Ã porter le prÃ©sident rwandais Ã la prÃ©sid lâ€™organisation Ã compter du 1erÂ janvier 2018, alors quâ€™il Ã©tait lui-mÃªme candidat Ã une Ã©lection qui se tenait le 4Â suivantâ€¦ En accordant, par anticipation, leurs voix au PrÃ©sident Kagame, ses pairs donnaient ainsi la mesure du respect dÃ» Ã la libre expression des Ã©lecteurs rwandais. Ainsi, ils ne faisaient que rendre hommage Ã celui qui, parmi eux, Ã©tait sans conteste le plus performant en matiÃ¨re dâ€™organisation dâ€™Ã©lectionÂ : une opposition inexistante et muselÃ©e, un candidat unique en campagne, des scores toujours plus brillants. Dans un contexte global dÃ©primÃ©, le profil personnel du prochain prÃ©sident de lâ€™UA, le pÃ¨re du Â«Â miracle Ã©conomiqueÂ Â» rwandais, Ã©tait incontestablement le mieux pl pour redorer le blason dâ€™une institution vivement critiquÃ©e et dÃ©crÃ©dibilisÃ©e pour son impuissance face Ã la plupart d conflits et des dÃ©fis du continent. Il importait aussi dâ€™inviter le prÃ©sident rwandais Ã Å“uvrer activement au retour dâ€™u durable dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Les nouveaux canons de la Â«Â bonne gouvernanceÂ Â» Les chefs dâ€™Ã‰tats africains proposaient ainsi une actualisation pragmatique du cÃ©lÃ¨bre discours du prÃ©sident Barack Obama, prononcÃ© Ã Accra en 2009. AprÃ¨s avoir stigmatisÃ© les autocrates, affirmant que Â«Â lâ€™Afrique nâ€™a pas besoin dâ€™hommes forts dâ€™institutions fortesÂ Â», celui-ci relativisait aussitÃ´t son propos. Â«Â La vÃ©ritÃ© essentielle de la dÃ©mocratie est que ch nation dÃ©termine elle-mÃªme son destinÂ Â», disait-il, avant de prÃ©ciserÂ : Â«Â Nous devons soutenir les dÃ©mocraties puissantes et durablesÂ Â». Cette approche a guidÃ© la politique de coopÃ©ration de lâ€™administration amÃ©ricaine au cou son second mandat. LesÂ news leadersÂ africains de laÂ Great Horn of AfricaÂ incarnaient alors la synthÃ¨se assumÃ©e de la Â«Â bonne gouvernanceÂ Â»Â : des Â«Â hommes fortsÂ Â» Ã la tÃªte dâ€™Â«Â institutions fortesÂ Â» assurant lâ€™ordre et service de la croissance. Des fondamentaux du dÃ©veloppement ouvertement et largement partagÃ©s depuis lors par toutes les grandes puissances et les organisations internationales tenues au rÃ©alisme. Ces dÃ©mocraties puissantes sont-elles pour autant durablesÂ ? Manifestement, la question nâ€™effleure pas ces Â«Â dÃ©mocratesÂ Â» rÃ©guliÃ¨rement Â«Â plÃ©biscitÃ©sÂ Â» par leurs concitoyens.Â Hormis le prÃ©sident Kabila, toujours pas fixÃ© sur son sort, deux dâ€™entre encore ajuster leurs Constitutions pour assurer leur rÃ©Ã©lection. Au Burundi, les hiÃ©rarques du rÃ©gime sâ€™activent pour dÃ©finir le scÃ©nario de sa mise en Å“uvre. En Ouganda, le prÃ©sident Museveni prÃ©voit de supprimer la limite dâ€™Ã¢ge d 75Â ans qui le rendrait inÃ©ligible en 2021. Bref, tous se projettent dans lâ€™avenir sans envisager une quelconque Ã©chÃ©a Aucun nâ€™affiche la moindre intention de relÃ¢cher son Ã©treinte sur le pays, gardant en mÃ©moire que, sâ€™ils nâ€™ont ja Ã neutraliser leurs rivaux potentiels, ils ne sont pas Ã lâ€™abri dâ€™une telle mÃ©saventure. Lâ€™impunitÃ©, une prÃ©occu permanente Dans le droit fil de ces contraintes, on peut sâ€™interroger sur les motivations qui ont conduit au vote de principe des chefs dâ€™Ã‰tat de lâ€™Union africaine en 2016, deÂ quitter la Cour pÃ©nale internationaleÂ et dâ€™y substitue justice africaine indÃ©pendante. Ce projet, Ã lâ€™initiative de Paul Kagame, capitalisait la dÃ©fiance de nombre de pays africains envers une institution dont ils contestent la lÃ©gitimitÃ© et lâ€™impartialitÃ©. Il sâ€™agirait lÃ dâ€™une Ã©volution i part des dirigeants de la rÃ©gion, qui par le passÃ© ont soit eu recours aux tribunaux pÃ©naux internationaux ou Ã la CPI, soit invoquÃ© la compÃ©tence universelle. Mais cette opposition rÃ©solue Ã la CPI illustre sans doute un autre volet, peut-Ãªtre dÃ©terminant, des prÃ©occupations des chefs dâ€™Ã‰tat Ã la tÃªte des Â«Â dÃ©mocraties autoritairesÂ Â»Â : celui de lâ€™ Â«Â hommes fortsÂ Â», qui assument la totalitÃ© des pouvoirs et sans lâ€™aval duquel aucune dÃ©cision importante ne peut Ã prise, savent tous pertinemment quâ€™en cas de poursuites, la procÃ©dure remontera inÃ©vitablement jusquâ€™Ã eux sans puissent invoquer leur ignorance ou les errances dâ€™une chaÃ®ne de commandement oÃ¹ les responsabilitÃ©s seraient floue ou diluÃ©es. Certes, tous nâ€™ont pas instaurÃ© des rÃ©gimes de terreur et plusieurs sâ€™accommodent mÃªme de lâ€™ex larges espaces de libertÃ©s individuelles et collectives pour peu quâ€™ils ne se mÃªlent pas des affaires du pouvoir. Mais quâ€™ sâ€™agisse de crimes imprescriptibles â€“ comme les crimes de guerre et contre lâ€™humanitÃ© du FPR restÃ©s sans suite a Tribunal pÃ©nal pour le Rwanda et au-delÃ â€“ ou accompagnant la rÃ©pression brutale dâ€™opposants â€“ comme ceux rÃ© Burundi dont la CPI pourrait bien se saisir â€“, il leur est ainsi difficile de renoncer Ã lâ€™impunitÃ© liÃ©e Ã la fonction de chef Lâ€™ultime pouvoir des rÃ©sistants Une illustration saisissante en a Ã©tÃ© fournie, les 28 et 29Â septembre 2017, Ã GenÃ¨v le Conseil des droits de lâ€™homme des Nations unies dont les membres ont votÃ© dans un climat dÃ©lÃ©tÃ¨re deux rÃ©solut contradictoires sur le Burundi.Â La premiÃ¨re rÃ©solutionÂ dÃ©posÃ©e, Ã la surprise gÃ©nÃ©rale, par le groupe Afrique soute

les autoritÃ©s burundaises dans leur opposition aux organisations internationales demandant la saisine de la CPI pour les graves atteintes aux droits de lâ€™homme commises dans ce pays depuis 2015. Des accusations Ã©tayÃ©es par leÂ rapport dâ€™une Commission dâ€™enquÃªte internationale indÃ©pendante. Le lendemain, une seconde rÃ©solution prÃ©sentÃ©e pa europÃ©enne prenait le contrepied de la premiÃ¨re et entÃ©rinait la demande de poursuite de responsables burundais par la CPI. MarquÃ©s par de nombreuses abstentions, les deux votes opposÃ©s exprimaient lâ€™ambivalence des Ã‰tats membres Conseil des droits de lâ€™hommeÂ sur le statut et les prÃ©rogatives de la justice pÃ©nale internationale. Plus largement, ils illustraient lâ€™opportunisme des alliances, lâ€™inconsistance des mÃ©diations de paix rÃ©gionales des organisations africain la fin probable du processus de dialogue interburundais, la confrontation frontaleÂ entre le Burundi et le RwandaÂ (le Rwanda et le Botswana furent les seuls pays africains Ã approuver la demande de poursuite des autoritÃ©s burundaises dÃ©fendue par lâ€™Union europÃ©enne). VoilÃ donc la CPI face Ã un dossier qui cristallise les oppositions politiques et qui, quelle que soit la dÃ©cision retenue, suscitera de vives contestations partisanes. Mais cet Ã©pisode dÃ©montre aussi que mÃªme dans les pays soumis Ã lâ€™autoritarisme le plus agressif, il existe toujours des pÃ´les de rÃ©sistance structurÃ©s dor voix peut Ãªtre entendue. Lâ€™une de leurs tÃ¢ches prioritaires consiste Ã documenter les exactions. Leurs donnÃ©es serviro de preuves lorsque des poursuites pourront Ãªtre engagÃ©es. La documentation des crimes demeure, aujourdâ€™hui, le dernier pouvoir et lâ€™ultime espoir des rÃ©sistants. MÃªme dans un lointain futur, ces Ã©lÃ©ments pourront avoir un rÃ´le dÃ©terminant sur ceux qui sâ€™imposent prÃ©sidents Ã vie.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});